



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

Bureau des enquêtes publiques
et de l'environnement

Affaire suivie par : Jocelyne Giry

Tél : 03.87.34.86.90

E-mail : jocelyne.giry@moselle.gouv.fr

Lettre recommandée avec AR

Monsieur le directeur,

Metz, le **17 JUIL 2024**

Par lettre du 8 juillet 2024, je vous ai adressé, pour observations, un exemplaire du projet d'arrêté complémentaire autorisant votre société à réaliser des essais pilotes de valorisation de broyats de pneumatiques par pyrolyse sur la commune de Dieuze.

Par courrier du 12 juillet 2024, vous m'avez confirmé ne pas avoir d'observations à formuler sur le projet d'arrêté.

Je vous notifie, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral pris ce jour.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par vos soins conformément aux dispositions du code de l'environnement.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Richard Smith

Monsieur Gabriel Crean,
Directeur de la société Resource Recovery France
ZAC des salines
57260 Dieuze

Copie à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est
- Madame la sous-préfète de Sarrebourg-Château-Salins



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ 2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024

**complémentaire autorisant la société Resource Recovery France
à réaliser des essais pilotes de valorisation de broyats de pneumatiques
par pyrolyse sur la commune de Dieuze**

Le préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R.122-2 et R.181-46 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié autorisant la société HET France à exploiter sur le territoire de la commune de Dieuze une installation de valorisation de pneumatiques par broyage ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-DCAT-BEPE-186 du 27 octobre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-118 du 9 mars 2015 autorisant la société HET France à exploiter une installation de valorisation de pneumatiques usagés par broyage sur le territoire de la commune de Dieuze ;

Vu l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu la lettre préfectorale du 8 février 2024 actant la poursuite, en lieu et place de l'exploitation HET France à Dieuze, de l'exploitation d'une installation de valorisation de pneumatiques usagés par broyage située Zac des Salines sur la commune de Dieuze (57260) par la société Resource Recovery France dont le siège social est situé Zac des Salines, Dieuze (57260) ;

Vu les éléments présentés dans le dossier déposé par la Resource Recovery France le 29 avril 2024 concernant la réalisation d'essais industriels de valorisation de broyats de pneumatiques par pyrolyse ;

Vu les compléments apportés au projet transmis à l'inspection des installations classées par courriels des 3 juin 2024 et 7 juin 2024 ;

Vu la note d'interprétation de la nomenclature des installations classées dans sa dernière version d'octobre 2023 publiée par la direction générale de la prévention des risques ;

Vu le guide de mise en œuvre de la directive sur les émissions industrielles du ministère de la Transition écologique de janvier 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 4 juillet 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 8 juillet 2024 à la connaissance de la société Resource Recovery France pour observations éventuelles ;

Vu la réponse formulée par l'exploitant par courrier du 12 juillet 2024 ;

Considérant que le projet de modification envisagé est susceptible de relever de la rubrique 3410-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous le régime de l'autorisation : fabrication de produits chimiques organiques en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que des hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques) ;

Considérant par ailleurs, que les rubriques 3000 à 3999 ne s'appliquent pas aux activités de recherche et développement ou à l'expérimentation de nouveaux produits et procédés sous réserve que la production directement issue de l'unité pilote de l'activité de recherche ou d'expérimentation ne soit pas vendue ;

Considérant que le caractère de recherche et développement du projet est justifié par le fait :

- qu'il n'existe aucune autre ligne pilote de pyrolyse de cette nature en Europe permettant, à l'avenir, le fractionnement de l'huile de pyrolyse ;
- que la technologie dispose d'un brevet décerné par l'Office européen des brevets, soulignant la nature innovante de la technologie ;

Considérant par conséquent que sont remplies les conditions permettant de justifier que le projet de modification envisagé n'est pas soumis à la rubrique 3410-a de la nomenclature ICPE ;

Considérant que les modifications d'exploitation temporaires envisagées par la société Resource Recovery France ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients nouveaux, notamment en ce qui concerne l'impact paysager, la biodiversité, les impacts sur l'eau, le sol et le sous-sol, le bruit, les odeurs et le trafic routier ;

Considérant que ces risques sont par ailleurs, limités dans le temps à 18 mois de test répartis en trois phases d'une durée de 6 mois chacune ;

Considérant que les émissions atmosphériques induites par les modifications d'exploitation temporaires envisagées sont encadrées et limitées à une durée de 6 mois ;

Considérant que les risques et impacts de ces essais sont maîtrisés et proportionnés par rapport aux enjeux environnementaux ;

Considérant que la modification temporaire ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;

Considérant, en conséquence, que ces modifications temporaires sont notables mais non substantielles, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'elles ne nécessitent donc pas de dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter ni de nouvelle enquête publique au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant néanmoins que le nouveau fonctionnement du site pendant ces essais nécessite une actualisation des prescriptions en vue de protéger les intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, à savoir notamment la sécurité publique et l'environnement, en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

La société Resource Recovery France, dont le siège social est situé Zac des Salines, Dieuze (57260) est autorisée à effectuer au sein de son exploitation d'une installation de valorisation de pneumatiques usagés par broyage située Zac des Salines sur la commune de Dieuze (57260), des essais pilotes de valorisation de broyats de pneumatiques par pyrolyse :

- Sur une période n'excédant pas 18 mois correspondant à 3 phases test d'une durée de 6 mois chacune pour la ligne-pilote : une première phase durant laquelle le réacteur de pyrolyse est chauffé électriquement, une seconde phase durant laquelle le réacteur de pyrolyse est chauffé aux sels fondus et une troisième phase durant laquelle le réacteur de pyrolyse est chauffé aux sels fondus et des déchets plastiques mixtes sont insérés à l'amont de la ligne de pyrolyse en supplément des broyats de pneumatiques ;
- D'une quantité maximale de 5 000 tonnes de broyats de pneumatiques pour chacune des phases 1 et 2 ;
- D'une quantité maximale de 5 000 tonnes de broyats de pneumatiques et 50 tonnes de déchets plastiques mixtes pour la phase 3.

En cas de dysfonctionnements susceptibles de suspendre les essais, l'exploitant informe sans délai l'inspection de cette suspension, puis de la reprise des essais en spécifiant les mesures prises.

Article 2 :

Durant ces essais, les installations correspondantes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande déposée par la société Resource Recovery France.

En particulier :

- les broyats de pneumatiques et le noir de carbone sont stockés sur une dalle étanche ;
- un stockage tampon maximal en IBC de 30 m³ d'huile de pyrolyse est autorisé ;
- tout stockage de produits liquides est situé sur rétention ;
- la voie engins est construite conformément au plan de masse proposé par l'exploitant.

Article 3 :

La société Resource Recovery France est tenue de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

Article 4 :

Les installations du site de Dieuze sont exploitées en continu tous les jours pendant 24 heures pour 330 jours par an.

Article 5 :

Le projet des essais industriels de valorisation de broyats de pneumatiques par pyrolyse relève de la rubrique 2714-1 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719) de la nomenclature des installations classées, pour laquelle la société Resource Recovery France est déjà autorisée par l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°2020-DCAT-BEPE-186 du 27 octobre 2020, avec un volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation de 5 260 m³, dont :

- 2 000 m³ de pneumatiques ;
- 3 150 m³ de pré broyats, chips, granulats ou broyats ;
- 100 m³ d'acier. ;
- 10 m³ de déchets plastiques.

Article 6 : Prélèvements d'eau

Les prélèvements d'eau spécifiques aux essais industriels de valorisation de broyats de pneumatiques par pyrolyse sont autorisés aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³)
Réseau public	800

Le réseau d'alimentation en eau de ville est équipé d'un dispositif totaliseur relevé trimestriellement. Les résultats sont portés sur un registre à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant est en mesure de distinguer les prélèvements d'eau liés au fonctionnement normal de son installation des prélèvements d'eau spécifiques aux essais industriels temporaires de valorisation de broyats de pneumatiques par pyrolyse.

Article 7 : Rejets aqueux – Eaux de lavage des broyats de pneumatiques

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées sanitaires ;
- les eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales de toitures ;
- les eaux de lavage des broyats de pneumatiques qui sont traitées en tant que déchets conformément au titre 5 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié ;
- éventuellement des eaux de lavage des sols qui sont traitées en tant que déchets conformément au titre 5 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié.

Article 8 : Suivi des rejets gazeux :

Le gaz produit par la ligne de pyrolyse de broyats de pneumatiques est filtré par l'intermédiaire d'un filtre à charbon actif.

Des effluents gazeux seront rejetés dans l'atmosphère en phase d'essai n° 1 :

a) les rejets canalisés sont surveillés en continu au moyen de systèmes automatiques de mesurage placés sur une conduite raccordée aux gaz du réacteur secondaire avant passage par le filtre à charbon actif.

Les paramètres surveillés sont :

- Débit gazeux ;

- Température des gaz de sortie.

b) Les rejets canalisés sont surveillés périodiquement par un organisme tiers agréé au moyen d'un système de mesurage placés sur une conduite raccordée aux gaz du réacteur secondaire après passage par le filtre à charbon actif .

Les analyses périodiques portent sur les paramètres suivants et respectent les valeurs limites d'émissions suivantes :

Paramètres	Valeurs limites d'émissions (mg/Nm ³)	Fréquences d'analyses
Poussières totales	10	Bimestrielle
COT	10	Bimestrielle
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	Bimestrielle
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	Bimestrielle
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50	Bimestrielle
Oxydes d'azote (NOx)	10	Bimestrielle
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	5	Bimestrielle
Dioxines et furannes	0,1	Bimestrielle

Les premières analyses sont de plus réalisées au cours du premier mois suivant la première mise en service de l'installation.

Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées à l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère et de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Pendant la durée des essais, les résultats des mesures en continu citées au paragraphe a) précédent sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, les résultats des analyses citées au paragraphe b) sont interprétés et transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

En cas de dépassement constaté de l'un des paramètres analysés, l'exploitant interrompt les essais afin de permettre une analyse des causes de ce dépassement. Les essais ne pourront reprendre qu'après information à l'inspection des installations classées sur l'incident, sa cause et les moyens mis en œuvre pour en limiter l'impact et garantir le respect des valeurs limites d'émission.

Les phases d'essais n° 2 et 3 ne produisent pas de rejets atmosphériques. Les gaz sont réutilisés dans le process.

Article 9 : Contrôle du bruit

L'exploitant fera réaliser par un organisme agréé, dans le courant du 1^{er} mois de la phase d'essais 1, en période de fonctionnement représentative de l'activité, une mesure des niveaux acoustiques permettant de vérifier le respect des niveaux limites de bruit en limite de propriété et des émergences maximales dans les zones à émergences réglementées telle que prévu dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement pour les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 10 :

Les installations liées aux essais industriels sont pourvues de moyens permettant une intervention efficace contre l'incendie, adaptés aux risques encourus, notamment :

- d'une réserve d'eau incendie située à moins de 200 mètres de l'installation présentant une capacité minimale de 480 m³.

Article 11 :

A l'issue de chacune des 3 phases d'essais, l'exploitant établit une synthèse de leur déroulement ainsi qu'une analyse des essais comprenant notamment un bilan matière et les résultats de la surveillance atmosphérique.

Ce document est remis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Article 12 :

Les accès au bâtiment provisoire abritant la ligne de pyrolyse ainsi que les différents emplacements de stockage concernés par les phases d'essais sont signalés par des panneaux indiquant les essais.

Des procédures sont rédigées et portées à la connaissance du personnel chargé de la conduite des essais et de la surveillance des installations. Ces procédures doivent notamment permettre de garantir la surveillance des alarmes 24h/24 et de mettre en œuvre les mesures adaptées. Ces procédures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 13

1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Dieuze et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;

2) L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de trois ans: publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – arrondissement de Sarrebourg-Château-Salins– autres publications (arrêtés préfectoraux).

Article 14

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le maire de Dieuze, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Resource Recovery.

Une copie est également adressée pour information au sous-préfet de Sarrebourg-Château-Salins.

Pour le préfet,
le secrétaire général



Richard Smith

Délais et voies de recours

En application de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles L 211-6 et L 214-10 et au I de l'article L 514-6 peuvent être déferées à la juridiction administrative

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 , dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

1 ° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée

Sans préjudice du recours mentionné à l'article R 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

